

GUIDE DE PRÉSENTATION

LES GROUPES DE TRAVAIL DE LA LDH

LDH

Fondée en 1898



POUR TOUTE INSCRIPTION À UN GROUPE DE TRAVAIL, VEUILLEZ RENVOYER
LE BULLETIN D'INSCRIPTION (DISPONIBLE EN FIN DE GUIDE ET SUR LE SITE
DE LA LDH) À L'ADRESSE MAIL SUIVANTE : [DIRECTION@LDH-FRANCE.ORG](mailto:direction@ldh-france.org)

SOMMAIRE

P.04 INTRODUCTION

P.05 DÉMOCRATIE, CITOYENNETÉ ET INSTITUTIONS

P.07 DÉMOCRATIE ÉCONOMIQUE, TRAVAIL ET DROITS DE L'HOMME

P.08 DISCRIMINATIONS, RACISME, ANTISÉMITISME

P.10 DROITS DES ÉTRANGERS

P.11 ÉDUCATION, JEUNESSE ET DROITS DE L'ENFANT

P.13 ENVIRONNEMENT, ÉCOLOGIE ET DROITS DE L'HOMME

P.15 EUROPE

P.17 FEMMES, GENRE, ÉGALITÉ

P.19 HANDICAP ET CITOYENNETÉ

P.21 JUSTICE-POLICE

P.22 LAÏCITÉ

P.24 LGBTI

**P.25 LIBERTÉS ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION
ET DE LA COMMUNICATION**

P.27 LOGEMENT

P.39 LUTTE CONTRE LES EXTRÊMES DROITES

P.31 MAGREB - MOYEN-ORIENT

P.33 MÉMOIRES, HISTOIRE, ARCHIVES

P.35 PRISONS

P.36 ROMS

P.37 SANTÉ, BIOÉTHIQUE

P.39 FORMULAIRE D'INSCRIPTION

INTRODUCTION

Créés à l'initiative du Comité national qui en désigne les responsables au moins après chacun de ses congrès, les groupes de travail (GT) nationaux de la LDH ont un rôle important dans notre association.

Auprès des instances de délibération et de direction nationale en premier lieu, en pouvant aider à préparer et mettre en œuvre les décisions de congrès, du Comité national ou du Bureau national. Auprès des sections, des fédérations et des comités régionaux ensuite, en venant en appui de leurs interventions et éventuellement en lien avec des groupes locaux qui en sont alors la déclinaison territoriale. Auprès des adhérentes et des adhérents enfin, en enrichissant le potentiel de formation interne dans leur domaine de compétence.

Au-delà de ces missions qui en constituent la définition et la mission statutaire, ils sont également des espaces de réflexion et d'action pour les militantes et militants soucieux d'approfondir des aspects particuliers de l'engagement de notre association. Ils peuvent également accueillir des personnes non adhérentes à la LDH qui souhaitent participer ainsi à l'élaboration et au partage de ses idées et de ses combats.

Au nombre de vingt, vous en découvrirez dans cette plaquette les missions et objets de travail spécifiques, les responsables et les formes de travail qui sont laissées à l'initiative des responsables et des membres qui les constituent. L'inscription à ces groupes se fait auprès du responsable concerné.

Vous êtes invités à prendre connaissance de la diversité de leurs thématiques et de leurs modalités de fonctionnement et, si vous le souhaitez, à venir les renforcer par votre participation.

Le Secrétariat général

DÉMOCRATIE, CITOYENNETÉ ET INSTITUTIONS

Responsable : Jean-Michel Ducomte

Coordonnées : ducomteavocat@yahoo.fr

Fréquence et modalités des réunions : une réunion par trimestre – des réunions supplémentaires peuvent être décidées en fonction de l'actualité – le plus souvent en visioconférence, toutefois, en cas de besoin, notamment pour certaines auditions, une organisation en présentiel avec une possibilité de participation en distanciel est possible.

OBJECTIFS GÉNÉRAUX

Ce GT est de création récente. La banalisation des idées d'extrême droite et la progression électorale des forces politiques qui s'en réclament imposaient l'organisation tant d'une réflexion sur le phénomène que d'une mobilisation pour en contenir puis en combattre les effets.

De scrutin en scrutin, la démocratie représentative apparaît, en effet, de plus en plus fragilisée par la progression, parfois les victoires, seuls ou au sein de coalitions, de partis politiques qui en contestent ouvertement les fondements. Parallèlement, les institutions politiques et administratives qui assurent la définition et la mise en œuvre des politiques sont soupçonnées d'ignorer voire de mépriser le peuple qu'elles ont pour fonction de représenter, et le peuple lui-même, lorsqu'il ne se réfugie pas dans une abstention boudeuse, nourrit sa rancœur d'un sentiment de mal-administration.

Parallèlement, la société civile est travaillée de l'intérieur par les transformations de la sociabilité politique induite par l'irruption des réseaux sociaux et des télévisions d'information en continue qui tendent à imposer une logique du parti pris au détriment de l'argumentation. Le chroniqueur remplace le journaliste et l'influenceur l'intellectuel.

Enfin, des formes en apparence nouvelles (ou plus exactement dont la nouveauté devrait être interrogée sous l'éclairage d'une définition des principes qui fondent et soutiennent une pratique démocratique) d'expression de revendications, de construction de débats, de manifestations d'une socialisation politique (Nuits debout, « Gilets jaunes », etc.) émergent et méritent d'être prises en compte.

La formulation des préconisations

Pour tenter de favoriser l'engagement d'un débat sur les réformes institutionnelles nécessaires.

Pour, enfin favoriser l'élargissement du droit de vote de telle sorte que chacune et chacun, en fonction non plus simplement de sa nationalité mais aussi de sa résidence puisse s'exprimer sur les choix politiques qui le concernent (citoyenneté de résidence).

Pour nourrir un plaidoyer qui nous permette de susciter la structuration d'une capacité militante de la nature de celle qui fut, un temps, celle du Cidem.

Pour favoriser, dans une démarche d'éducation populaire, l'appropriation par les acteurs de la société civile des modalités d'un réenchâtement démocratique ou, peut-être plus simplement, pour que la démocratie retrouve sa finalité première qui est de permettre au peuple tout à la fois de se gouverner et de définir l'avenir qu'il souhaite dessiner.

PROGRAMME PRÉVISIONNEL

Le recueil de points de vue d'acteurs politiques et sociaux, ainsi que de sachants et d'analystes.

Une reprise des éléments de réflexion et des propositions déjà formulées par la LDH.

La réalisation de notes de synthèse, tant pour alimenter les réunions du groupe de travail que pour tirer les enseignements des réunions.

D'autres groupes de travail abordent des problématiques qui croisent, partiellement, les interrogations relatives à la crise des institutions induite par l'affaiblissement démocratique, comme par exemple le renforcement du poids électoral de l'extrême droite lié à la banalisation de ses idées et propositions. Il est nécessaire d'organiser des échanges entre les groupes de travail concernés.

DÉMOCRATIE ÉCONOMIQUE, TRAVAIL ET DROITS DE L'HOMME

Responsable : Michel Miné

Coordonnées : michelmine.avocat@gmail.com

Fréquence et modalités des réunions : une réunion tous les deux mois en visioconférence, ouverte aux adhérentes et adhérents LDH et membres du GT. Entre les réunions, échanges d'informations sur la liste de discussion du GT.

OBJECTIFS GÉNÉRAUX

Le GT « Démocratie, travail et droits de l'Homme » a pour objectifs d'améliorer les connaissances, de développer des réflexions et des propositions dans le domaine des droits de l'Homme dans le travail (les Desc - droits économiques, sociaux et culturels).

Il s'agit de travailler sur les liens entre « travail » et Démocratie, citoyenneté dans le travail et citoyenneté dans la Cité.

DERNIÈRES ACTIONS PHARES

Le GT « Démocratie, travail et droits de l'Homme » a réalisé la note « Télétravail et droits de l'Homme », certains de ses membres participent à des projections-débats organisés par des sections, à des formations (en dernier lieu la formation organisée par le comité régional LDH d'Ile-de-France), ont contribué à la préparation et à l'animation de la dernière université

d'automne en novembre 2023 sur « L'Etat social dans tous ses états », interviennent dans la revue *Droits & Libertés*, diffusent des informations et analyses (notamment sur des affaires judiciaires et des textes juridiques français et européens) dans le cadre du Comité national, etc.

PROGRAMME PRÉVISIONNEL

Le GT envisage de travailler prochainement sur la directive Devoir de vigilance, la directive travailleurs des plateformes, le programme « social » et les votes du Rassemblement national sur les questions sociales dans les assemblées parlementaires européennes et nationales, etc. en vue notamment de produire des notes de réflexion sur ces sujets.

Il projette également de lancer une lettre du GT.

DISCRIMINATIONS, RACISME, ANTISÉMITISME

Responsables : Nadia Doghramadjian et Fabienne Messica

Coordonnées : nadia.doghramadjian@free.fr ; messicafabienne@gmail.com

Fréquence et modalités des réunions : environ toutes les six semaines, au siège et en visioconférence, ouvertes aux membres du GT et autres ligueuses et ligueurs et aux personnes non-adhérentes.

OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'objectif du GT est d'étudier et de développer les connaissances et les outils sur les discriminations et les différentes formes de racisme. Le GT travaille aussi sur les formes que prend l'antiracisme : les luttes, les acquis, les perspectives. Le GT se centre sur les discriminations liées à l'origine réelle ou supposée et non sur l'ensemble des discriminations qui comportent vingt-six critères.

DERNIÈRES ACTIONS PHARES

Parmi les activités, le GT a organisé, le 14 octobre 2023, un colloque « Antiracismes et émancipations : un combat pour l'égalité sociale et la dignité » avec comme intervenants Florian Gulli, Fabrice Dhume et Karima Ramdani.

Il a mis à jour la brochure [« Lutter contre le racisme. Débats, enjeux et controverses d'aujourd'hui »](#) et l'[Abécédaire des discriminations](#). Une nouvelle mise à jour est prévue en 2024.

Certains membres du GT participent à des interventions dans différents milieux

(scolaires en particulier). Par exemple, en octobre 2023, une conférence nationale a eu lieu par visioconférence pour les étudiantes et étudiants de l'école de formation initiale sous statut apprenti (FISA) du BTP. En mars 2023, le GT a participé à deux journées contre le racisme et les discriminations organisées par la fédération LDH des Landes. Il a animé des débats avec des lycéennes et des lycéens de lycées professionnels et fait des conférences pour un public d'adultes. Il a également animé des débats dans le cadre de projections-débats, notamment sur les discriminations intersectionnelles, sur les questions relatives aux inégalités entre les femmes et les hommes. Il a participé aux réunions avec la Défenseuse des droits dans le cadre de la Commission entente et origine et avons participé à l'élaboration du Plan national de lutte contre les discriminations. Enfin, le GT participe à un travail lancé par la Commission européenne sur l'islamophobie avec Pierre Tartakowsky qui y représente la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH).

PROGRAMME PRÉVISIONNEL

Pour les années à venir, le programme du GT est chargé : créer un espace de coopération avec les associations antiracistes, des moments de formation sur l'antisémitisme d'une part et sur l'islamophobie d'autre part, proposer à la LDH un travail d'enquête dans les universités, construire de nouveaux outils et/ou améliorer les anciens et poursuivre des interventions pour différents publics.

DROITS DES ÉTRANGERS

Responsables : Laurent Aspis, Hortense Cheminant et Paul Garrigues

Coordonnées : laurentaspis@laposte.net ; hctense@gmail.com ; paulm.garrigues@yahoo.fr

Fréquence et modalités des réunions : cinq à six réunions thématiques ouvertes par an. En 2023, sur les mineurs non accompagnés (MNA), les étrangers LGBT, la loi asile et immigration. Ces réunions sont ouvertes à toutes et tous, en visioconférence. Une équipe d'animation du GT se réunit mensuellement.

OBJECTIFS GÉNÉRAUX

La liste de diffusion du GT est un outil d'échanges et d'analyse sur les migrations, les actions menées dans toute la France, l'actualité politique et juridique.

Le GT participe à l'animation de débats publics et de formations en fonction des demandes et de ses disponibilités.

Il fait régulièrement des propositions d'actions et de prises de positions aux instances de la LDH (Comité national, Bureau national) en essayant de faire prendre en compte la réalité du vécu des personnes migrantes dans sa diversité et les actions des militantes et militants sur tout le territoire, première source de légitimité et d'expertise de la LDH en la matière.

Des responsables du GT représentent la LDH dans différentes structures et collectifs (l'Anafé sur les frontières, la Coordination française pour le droit d'asile (CFDA), l'Observatoire du droit à la santé des étrangers (ODSE) et le Comede sur la santé, le Réseau éducation sans frontière (RESF), les collectifs Migrants Outre-Mer, Jeunes exilés en danger, ...).

Le GT travaille aussi avec le service juridique de la LDH.

DERNIÈRES ACTIONS PHARES

Le GT a proposé un texte de synthèse des propositions de la LDH, un outil sur les obligations de quitter le territoire français (OQTF). Cependant, les grandes mobilisations de 2023 ont surtout porté sur les MNA et la loi asile et immigration.

PROGRAMME PRÉVISIONNEL

Le GT souhaite continuer à organiser des réunions larges d'échanges, parmi les thèmes prévus, santé, logement-hébergement, et rester vigilant sur les conséquences de la loi asile et immigration et les actions possibles.

ÉDUCATION, JEUNESSE ET DROITS DE L'ENFANT

Responsables : Martine Cocquet, Françoise Dumont, Hélène Leclerc et Hadrien Maury-Casalta

Coordonnées : martine.cocquet@wanadoo.fr ; csfd@club-internet.fr ; helene.leclerc@lcrf.ovh ; hadrien-12@live.fr

Fréquence et modalités des réunions : les réunions ont lieu, en principe, tous les mois et demi.

OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'objectif du GT est de nourrir la réflexion de la LDH sur les problématiques liées à l'éducation et aux droits des enfants et des jeunes, par le biais de la création d'outils ou de pistes de réflexion utiles aux sections.

Le GT se penche sur plusieurs thèmes de réflexion dont voici la liste pour l'année 2023-24.

La situation de l'école à la rentrée scolaire 2023 et les urgences pour l'école publique

Les faits saillants sont : la perte d'attractivité du métier d'enseignant particulièrement forte en France, la place très importante consacrée aux fondamentaux (lire, écrire, compter), la disqualification de la voie professionnelle, l'indigence de la formation des enseignants, les cadeaux faits à l'école privée et l'absence de plus en plus criante de mixité scolaire.

Plus dramatique encore, l'école publique n'est pas à la hauteur pour accueillir tous les enfants, notamment ceux qui dorment dans les rues.

Les mesures gouvernementales à l'encontre de la jeunesse des classes populaires

A la fois les mesures punitives à l'encontre des parents dits « défaillants », qui sont la marque d'un regard d'exclusion, mais aussi la remise en cause de l'existence du collège unique, et enfin la mise à mal de la formation professionnelle, de plus en plus retirée à l'éducation nationale au profit de l'apprentissage.

Les atteintes aux droits de l'enfant

La pauvreté des parents conditionne tous les aspects de la vie et de l'avenir des enfants et entrave l'effectivité de leurs droits fondamentaux. Il faut faire de la lutte contre la pauvreté une priorité. Les conditions d'accueil collectif des jeunes enfants de 0 à 3 ans ne cessent de se dégrader depuis 20 ans, ce qui pénalise prioritairement les familles pauvres. Sur ces sujets, nous appelons à une convention citoyenne de l'enfance et pour l'avenir des générations futures.

Les droits des jeunes étrangers

Notamment autour de trois sujets : les mineurs non accompagnés (MNA) et les contestations de minorité et d'identité, les jeunes majeurs sortis de l'aide sociale à l'enfance (Ase) et les parents étrangers d'enfants français.

Le Service national universel (SNU)

Le SNU est le fruit d'une conception ultra traditionnelle de l'éducation qui ne permet en rien un apprentissage de la démocratie, de la fraternité, ni de lutter contre les discriminations.

L'accès à l'enseignement supérieur

Qui est marqué par un démantèlement de l'accès à l'éducation pour toutes et tous. Notre réflexion concerne prioritairement Parcours sup, l'alternance et l'enseignement professionnel dans le supérieur et l'enseignement supérieur privé.

Les droits des enfants intersexes et intergenres

Nous avons mené des débats inter-GT autour des enjeux du bien-être de l'enfant et de l'adolescent et des possibilités d'adoption d'une identité de genre non définitive.

Le GT « Education, jeunesse et droits de l'enfant » représente la LDH dans le collectif CEP Enfance/Construisons ensemble la politique de l'enfance, auprès de l'Unicef sur la santé mentale des enfants et des jeunes, à la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDDH) dans les GT relatifs aux violences faites aux enfants et à l'accès à la scolarisation, à Infomie qui est un centre de ressources pour les mineurs isolés étrangers, et à la Fondation Seligman.

Le GT organise des formations, récemment autour des interventions scolaires et sur la création et la mutualisation d'outils.

DERNIÈRES ACTIONS PHARES

Organisation du concours des « Ecrits pour la fraternité »

Le GT participe à la conception du sujet, à l'organisation du concours ainsi qu'au jury

national. En 2023, le thème du concours était l'accès à l'eau, à partir de la citation de Saint-Exupéry : « *L'eau n'est pas nécessaire à la vie, elle est la vie* ».

Publications

Le GT a contribué à la publication de plusieurs outils militants :

- un vadémécum « Pour une politique garante des droits des enfants et des jeunes », à l'occasion de l'anniversaire de la Convention internationale des droits de l'enfant (Cide) ;
- le vadémécum sur le droit à la scolarisation a été réactualisé et diffusé largement ;
- une lettre d'information trimestrielle a été lancée.

Constitution d'un groupe d'étude « Enseignement supérieur et recherche »

Sur proposition de nouveaux membres, enseignants-chercheurs et étudiants, le GT a créé un groupe d'étude spécifique pour réfléchir et débattre sur les évolutions de l'enseignement supérieur et de la recherche. Le groupe d'étude se réunit tous les deux mois et organise des auditions et des temps de formation.

PROGRAMME PRÉVISIONNEL

Le GT prévoit de réaliser une analyse et un argumentaire sur la pénétration des idées d'extrême droite à l'école et à l'université.

Il a également comme projet de suivre et analyser les évolutions du SNU.

Le GT projette de travailler sur la question du harcèlement sur les réseaux sociaux et l'intrusion du numérique dans la vie des jeunes.

ENVIRONNEMENT, ÉCOLOGIE ET DROITS DE L'HOMME

Responsables : Nicolas Bourbon et Lionel Brun-Valicon

Coordonnées : nicolas.bourbon40@gmail.com ;
lionel.brun-valicon@ldh-france.org ;

Fréquence et modalités des réunions : en moyenne huit réunions plénières par an où tous les membres du GT sont conviés (au siège en présentiel et en visioconférence). D'autres réunions ont lieu pour réaliser des actions plus spécifiques.

OBJECTIFS GÉNÉRAUX

Le GT « Environnement Ecologie et Droits » construit l'articulation entre les problématiques environnementales et les droits et libertés.

Toute ligueuse ou tout ligueur qui le souhaite est bienvenue pour rejoindre le GT, sans condition que ce soit pour s'informer sur les questions environnementales ou pour participer aux prises de position de la LDH sur les questions environnementales. Des personnes extérieures à la LDH peuvent rejoindre le GT sur la base de leur expertise sur ces thématiques.

Les objectifs en interne à la LDH du GT s'axent autour du triptyque formation, promotion de la ligne politique et réflexion sur les thématiques environnementales. La formation des membres du GT, mais aussi des ligueurs et ligueuses, aux questions environnementales et surtout leur articulation avec les droits humains. La promotion de la résolution « Environnement, écologie et droits », prise au congrès de Marseille de 2022,

qui définit la ligne d'action de la LDH. Enfin le GT engage des réflexions sur des thématiques actuelles ou à long terme pour articuler les réflexions environnementales avec les droits humains : les droits du vivants, les écofascismes...

Les objectifs en externe sont la coordination, le soutien et la promotion du plaidoyer politique. Le GT se coordonne avec les autres organisations de luttes environnementales notamment Greenpeace, les Amis de la Terre, Alternatiba, la Confédération Paysanne... Il soutient autant que possible les organisations et les militantes et militants qui subissent des atteintes à leurs libertés et leurs droits. Enfin, le GT promeut son plaidoyer en faveur de la prise en compte des droits humains dans les luttes environnementales mais aussi la promotion de la démocratie environnementale en lien avec la résolution de la LDH.

Pour cela, le GT fournit des outils pour réaliser des actions au sein des sections (projection de films, par exemple *De l'eau*

jaillit le feu) et appui aux sections (mises en contact avec des organisations). Les animatrices et animateurs du GT se déplacent aussi partout en France pour représenter la LDH auprès des sections mais aussi au sein d'instances telles que la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDDH).

DERNIÈRES ACTIONS PHARES

Les dernières actions phares du GT sont la réalisation de journées d'études articulant une réflexion sur les modes de militantisme pour la défense du vivant, les méthodes et outils juridiques à notre disposition et enfin les écofascismes.

Il produit une Lettre du GT qui rassemble les réflexions d'expertes et experts sur ses thématiques, les prises de positions de ligueuses et ligueurs ou encore promeut les actions des sections.

PROGRAMME PRÉVISIONNEL

Dans les prochains mois, le GT envisage d'engager un cycle de réflexions sur les droits du vivant (en coordination avec d'autres GT). Il souhaite déployer le plaidoyer sur la promotion de la démocratie environnementale par des événements publics et par la poursuite de la promotion de la résolution de la LDH. Enfin, le GT souhaite réaliser un guide, à destination des sections, pour s'engager dans les luttes environnementales locales en utilisant notamment des outils juridiques.

EUROPE

Responsables : Philippe Jesover et Jan Robert Suesser

Coordonnées : phldh14.6@jesover.net ; jrsues@wanadoo.fr

Fréquence et modalités des réunions : réunions à une fréquence variable en fonction des sujets dans l'actualité.

OBJECTIFS GÉNÉRAUX

Le groupe de travail (GT) « Europe » permet aux personnes qui le souhaitent de contribuer à l'analyse des politiques de l'Union européenne (UE). Son objectif est de nourrir les prises de position de la LDH sur les thèmes en lien avec l'UE, aux niveaux national et européen, et de répondre aux sollicitations des sections sur ces sujets.

Deux spécificités fortes du GT sont à noter. D'une part, la dimension européenne de politiques publiques spécifiques (comme les politiques migratoires ou la protection des données personnelles) l'amène à travailler en lien étroit avec les différents GT spécialisés. D'autre part, la réflexion de la LDH sur nombre de sujets liés aux droits, aux libertés, à l'Etat de droit... est nourrie par l'appartenance de la LDH au Forum civique européen (réseau d'environ cent associations couvrant l'essentiel des Etats membres). De même, pour la dimension européenne des politiques migratoires, la LDH s'appuie sur le travail d'EuroMed Droits dont elle est membre.

Ces dernières années, le GT s'est réuni à une fréquence variable en fonction des sujets dans l'actualité. En 2022-2023, il a, par exemple, discuté de la politique européenne de défense à la lumière de

l'invasion généralisée de l'Ukraine, de l'accueil des personnes fuyant le conflit en Ukraine, ou encore du panorama des thèmes qu'il serait pertinent pour la LDH de traiter à l'occasion des élections européennes de 2024.

DERNIÈRES ACTIONS PHARES

En prévision des élections européennes de juin 2024, un dossier de la revue *Droits & Libertés* est en cours de réalisation. Il abordera en particulier les sujets de responsabilité européenne que sont la gestion des politiques migratoires, le règlement sur l'intelligence artificielle, les accords de libre-échange, ainsi que des thèmes essentiels comme l'Etat de droit et la défense de la démocratie.

Des membres du GT contribuent à animer des initiatives européennes de la société civile et des syndicats comme l'Université d'été européenne de Mönchengladbach, le rassemblement de Florence, vingt ans après le premier Forum social européen. En ce début 2024, se prépare un tel Forum européen à Marseille.

PROGRAMME PRÉVISIONNEL

Le moment des élections européennes conduit des sections à organiser des réunions publiques pour présenter les orientations que défend la LDH. Le GT

s'emploiera à les épauler (suggestion d'intervenants et de thématiques). Ses membres interviendront aussi, à la demande, lors des réunions de section. Pourront être abordées les questions liées aux différents sujets de compétence européenne discutés dans le cadre des élections : dimensions européenne et nationale de la crise de la démocratie place de l'UE dans le monde (avec la guerre en Ukraine, le conflit en Israël-Palestine,...), la dimension européenne des relations entre questions sociales et questions environnementales, ou encore le poids de l'extrême droite dans les politiques européennes.

Il est aussi envisagé de tenir des réunions en visioconférence avec des associations d'autres pays européens sur les sujets de l'Etat de droit, de la démocratie.

FEMME, GENRE, ÉGALITÉ

Responsables : Françoise Dumont et Marie-Christine Vergiat

Coordonnées : cfsd@club-internet.fr ; vergiat.mariechristine@gmail.com

Fréquences et modalités des réunions : une réunion mensuelle en principe le troisième lundi du mois (framadata envoyé à l'ensemble des membres du GT pour fixer les dates) en visioconférence et en présentiel au siège de la LDH. Réunions ouvertes à toutes et à tous.

OBJECTIFS GÉNÉRAUX

Les objectifs du GT sont multiples, le groupe souhaitant être à la fois un lieu de réflexion (visant à alimenter la réflexion du Bureau national, du Comité national et de la LDH dans son ensemble), de formation et d'information. Ces objectifs conduisent le GT à examiner comment notre société continue de fonctionner sur un modèle patriarcal. De fait, même si d'incontestables avancées ont été obtenues grâce aux luttes des femmes, celles-ci sont encore confrontées, dans de nombreux domaines, à la persistance de violences, d'inégalités et de discriminations. La montée de tout un discours masculiniste ou tendant à faire des femmes « de mauvaises gagnantes » montre aussi qu'en matière d'égalité femmes-hommes rien n'est jamais acquis et qu'il convient donc de ne jamais baisser la garde.

Dans ce cadre, le GT est souvent amené à réagir à un certain nombre de rapports publiés par des instances comme le Haut conseil à l'égalité, le Sénat, la Défenseure des droits, le Conseil économique, social et environnemental (Cese)... Mais aussi à se saisir de questions liées à l'actualité.

A chaque fois qu'une nouvelle loi est en préparation, le GT est attentif à regarder quel sera l'impact spécifique des nouvelles mesures sur la situation des femmes.

Il a ainsi consacré une réunion aux conséquences de la loi asile immigration pour les femmes d'origine étrangère.

Les réunions du GT sont aussi l'occasion de faire le point sur les contacts de la LDH avec les associations avec lesquelles elle travaille régulièrement (nationalement et localement), en particulier avec le Collectif national pour les droits des femmes (CNDF) et le collectif Avortement en Europe, les femmes décident.

La liste de diffusion du GT permet également une large circulation d'articles de presse, de films et d'initiatives (colloques, manifestations, rencontres...) liées à la défense des droits des femmes en France mais aussi dans le monde.

DERNIÈRES ACTIONS PHARES

En 2022, le GT a activement participé à la préparation de l'université d'automne consacrée aux luttes des femmes dans le monde et aux mouvements féministes. Les deux jours ont permis de rassembler chercheuses et chercheurs ainsi

qu'environ cent-cinquante participantes et participants. Compte tenu du thème et de l'actualité du moment, il a été évoqué plus particulièrement la situation des femmes en Iran et en Afghanistan.

La LDH s'étant portée partie civile (avec Osez le féminisme, le Nid et les Effrontées) dans le procès de « French Bukkake », le GT a à plusieurs reprises évoqué la question de la pornographie et pu échanger avec l'une des avocates qui représente la LDH dans ce procès. Cette question de la pornographie semble très importante, compte tenu de l'impact qu'elle a sur les jeunes, voire les très jeunes.

En janvier 2024, le GT a consacré une journée entière à la question des violences sexuelles et sexistes (VSS). Une quarantaine de ligueuses et ligueurs ont participé à cette initiative (en présentiel ou en visioconférence) et le GT a pu compter sur la présence de nombreuses intervenantes (universitaires, représentantes de diverses associations...). Celles-ci ont permis de riches débats sur différents sujets (histoire des féminicides, importance du droit, du mouvement # MeToo, définition du viol au regard des propositions de l'Union européenne...).

PROGRAMME PRÉVISIONNEL

Le programme pour l'année à venir n'est pas complètement finalisé mais le GT souhaite :

- pouvoir croiser ses réflexions avec celles d'autres GT (« Santé », « Justice-Police », « Lutte contre les extrêmes droites »...);
- organiser au moins une nouvelle journée de réflexion (en visioconférence et présentiel) sur un sujet que le groupe déterminera ;
- proposer régulièrement une lettre électronique ;
- élaborer des outils (en particulier des fiches thématiques) faisant le point sur les droits des femmes aujourd'hui (quelles avancées, quels obstacles ?) et sur les différents courants féministes. Ce sera évidemment un gros travail de synthèse et de rédaction mais les sections sont en attente de ce type d'outils.

HANDICAP ET CITOYENNETÉ

Responsables : Marlène Hervieu et Vincent Labourdette

Coordonnées : m.hervieu@perso.be ; vlabourdette@laposte.net

Fréquence et modalités des réunions : en visioconférence, en général tous les deux mois.

OBJECTIFS GÉNÉRAUX

La question de la citoyenneté est posée aujourd'hui aux pouvoirs publics et à la société dans son ensemble. Comment concrétiser l'idée d'une société inclusive, de citoyenneté pleine et entière pour les personnes en situation de handicap comme le réaffirme la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH) ? Cette citoyenneté « *doit unir dans la différence, plutôt que diviser par l'exclusion* » va au-delà du droit de vote, de l'accessibilité aux seuls bureaux de vote. Elle doit signifier l'accessibilité et la jouissance pleine et entière de l'espace public. Les citoyennes et citoyens en situation de handicap revendiquent le droit à la différence, synonyme d'une citoyenneté non exclusive dans une société où chacune et chacun aurait sa place, son accès.

Le groupe de travail (GT) a choisi de travailler sur cette problématique de la citoyenneté et de l'accès aux droits, par laquelle il entend contribuer à l'information et à la réflexion au sein des différentes instances de la LDH, pour que celles-ci soient plus présentes dans le combat pour une participation pleine et entière, comme et avec les autres, des personnes en situation de handicap.

Le GT répond aux sollicitations qui concernent le champ du handicap. Il organise des réunions en visioconférence, propage de l'information, organise des séances de sensibilisation, des formations de ligueuses et ligueurs...

DERNIÈRES ACTIONS PHARES

Le GT a participé à la mise à jour du guide, en partenariat avec la Macif, [sur les droits des personnes en situation de handicap et de leurs aidants](#), familiaux ou non. Il est consultable sur le site de la LDH.

Il a réagi par un [communiqué de presse](#) à la conférence nationale du handicap du mois d'avril : « *Compte tenu de la situation française relative à sa gestion du handicap, les résultats de cette conférence nationale du handicap (CNH) n'ont pas été à la hauteur des enjeux. L'attendu n'était pas seulement des moyens, même si un catalogue de mesures a été annoncé.* »

Il a rédigé un article intitulé « [Sur le handicap, il faut un véritable changement de paradigme](#) », pour la revue *Droits & Libertés* d'octobre 2023.

Deux soirées d'échanges autour de saynètes et de courts métrages ont été

organisées à Rennes et Perpignan sur la question des droits des personnes en situation de handicap.

Précédemment, le Gt a organisé des projections-débats en région.

Une formation de deux jours sur les droits des personnes en situation de handicap et l'inclusion a été réalisée par l'intermédiaire du comité régional Bretagne pour les ligueuses et ligueurs des sections de la région.

PROGRAMME PRÉVISIONNEL

Proposer aux sections des formations sur la question de la citoyenneté des personnes en situation de handicap. Un des objectifs pourrait être de proposer un référent handicap par section et/ou région.

Organiser une conférence-débat sur la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) et les Maisons départementales des personnes handicapées (MDPH) avec Pierre-Yves Baudot, membre du CA de la CNSA.

Organiser une conférence-débat sur la société inclusive avec l'anthropologue Charles Gardou.

JUSTICE – POLICE

Responsables : Patrick Canin, Dominique Noguères et Evelyne Sire-Marin

Coordonnées : caninpatrick@orange.fr ; dominiquenogueres11@gmail.com ; evelyne.sire.marin@gmail.com

OBJECTIFS GÉNÉRAUX

Apporter l'expertise des co-animateurs et membres du groupe de travail (GT) au Bureau national (BN), au Comité national (CN) et aux sections par l'élaboration d'analyses législatives et jurisprudentielles, l'organisation de réunions avec les associations ou syndicats partenaires (magistrats, avocats, policiers...).

Le GT entretient des partenariats avec des associations et syndicats (notamment le Syndicat de la magistrature et le Syndicat des avocats de France), des collectifs, d'autres GT (« Prisons », « Santé, bioéthique », « Libertés et technologies de l'information et de la communication », « Femmes, genre, égalité ». Une des co-animatrices du GT participe au groupe ad hoc sur les combats féministes et les partis politiques.

DERNIÈRES ACTIONS PHARES

Les réunions du GT ont eu pour thème les sujets d'actualité et, pour fil rouge, la question des polices municipales (organisation, statut, missions, armement, formation, contrôle).

Le GT a produit et participé à des écrits nationaux pour le BN, notamment :

- Deux notes sur les Etats généraux de la justice, l'une sur la démarche, l'autre sur les conclusions, avec restitution au CN ;

- l'écriture de la contribution de la LDH aux Etats généraux de la justice ;
- la contribution écrite de la LDH et l'audition à l'Assemblée nationale sur la Lopmi pour la Nupes ;
- une note sur justice antiterroriste ;
- une note sur la loi responsabilité pénale et ordre public ;
- une note sur les infractions sexuelles sur mineurs ;
- une note sur la loi séparatisme « respect des principes de la République » ;
- une note sur la loi sécurité globale ;
- une note sur la réforme de la police judiciaire.

PRÉVISIONS

Les thèmes inscrits au programme du GT sont :

- les Etats généraux de la justice : bilan et perspectives ;
- la Lopmi ;
- la Justice du travail ;
- la vidéosurveillance ;
- le bilan du procès du Bataclan ;
- les états d'urgence ;
- nous nous interrogerons également sur le statut du parquet en France.

LAÏCITÉ

Responsables : Daniel Boitier et Joëlle Bordet

Coordonnées : daniel.boitier@gmail.com ; bordetj@orange.fr

Fréquence et modalités des réunions : le rythme des réunions dépend des travaux du GT et est donc aléatoire. D'autres modalités sont envisagées avec des réunions en présentiel et en visioconférence.

OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'analyse de la situation mouvante dans le champ de la laïcité, et l'appréciation à porter sur l'évolution vers une laïcité de plus en plus autoritaire, ont fait l'objet d'une approche à la fois théorique et pratique. Persuadé qu'il fallait interroger ce qui se passe sur les territoires, le GT a initié des interventions territorialisées.

DERNIÈRES ACTIONS PHARES

Continuant à intervenir à la demande des sections ou des régions, souvent autour de l'anniversaire de la loi de 1905, nle GT a choisi des villes ou quartiers pouvant faire apparaître des traits spécifiques. Ce fut le cas, avec une forte participation de la section, à Roubaix, ou encore à Gennevilliers où l'intervention du GT fut l'occasion d'une impulsion à la création d'une section.

A Roubaix, il a interrogé les rapports entre immigration et présence de lieux de cultes, le caractère d'autoconstruction de ces lieux manifestant la présence de communautés dans une ville plurielle.

Les échanges avec les présidents d'associations (Pagode, Grande Mosquée) ont confirmé le souci d'articuler les valeurs d'origine religieuse avec celles de la République. La question

de la solidarité est alors centrale : le GT a rencontré les responsables de la mosquée turque quelques jours après les tremblements de terre en Turquie et Syrie, des actions de centralisation et de transports des dons occupaient les lieux et les fidèles.

La rencontre avec les Protestants montra comment ils articulent loi de 1905, pour le culturel, et de 1901, pour le culturel. La culture laïque est clairement l'horizon de pensée des Protestants.

A Gennevilliers, les questions de laïcité et les interrogations sur la place de l'interreligieux ont été initiées par les échanges proposés par le maire avec le prêtre de la paroisse catholique et des responsables de la mosquée. Les questions des minorités religieuses (catholiques dans le cas) et de majorités (numériques) musulmanes ont pu être posées, en relation avec les événements de la vie de la cité.

Pour qui aurait un regard un peu trop global sur la laïcité, une telle rencontre dans une ville dirigée par un maire communiste permettrait une lecture attentive aux variations locales. Les échanges du GT avec le maire, par exemple sur les questions de laïcité liées à la restauration scolaire, ont montré comment il était possible de réaliser les

préconisations de la Défenseure des droits (rapport sur les cantines) et que pouvaient s'articuler cadre laïque, préoccupations écologiques et réponses aux situations de difficultés économiques des habitants. D'autres questions de laïcité (port du foulard hors la relation scolaire) ont pu être interrogées en relation avec des difficultés rencontrées par des participants dans leurs pratiques. La manière dont ce même maire a pu assister à aux échanges avec les animateurs du centre jeunesse a mis en lumière la question d'une neutralité qui laisse place à une proximité avec les jeunes. Les rapports aux jeunes ont fait l'objet d'une rencontre avec des animateurs du centre jeunesse.

Dans chaque site, le GT a souhaité être attentifs à rencontrer des jeunes et des éducateurs jeunesse. Il semble en effet que plus que jamais les jeunes ont besoin d'interlocuteurs et de répondants. C'est un enjeu fort de travail avec les professionnels de proximité mais aussi avec les jeunes eux-mêmes et les cadres des municipalités. Le GT a ainsi retrouvé une interrogation plus générale sur la laïcité et vu qu'il est urgent d'approfondir encore plus les rapports entre neutralité, neutralisation et application du principe de laïcité.

Le travail de réflexion sur la laïcité dans les territoires a donné lieu, le 13 avril 2024, à une intervention dans le quartier de La Meinau, à Strasbourg. Le GT y a rencontré l'imam Saliou Faye et Rudy Wagner, éducateur, des jeunes du quartier, des éducateurs de proximité et des acteurs locaux. Dans ce quartier populaire, le GT a pu interroger les dimensions culturelles et culturelles concernant la communauté de vie.

PROGRAMME PRÉVISIONNEL

Conscient de l'importance de l'investissement que suppose ce type d'interventions, le GT envisage d'en faire partager les résultats sous la forme d'une réunion de groupe ou encore, comme cela a été fait pour la région Paca, en intervenant dans une réunion régionale.

LGBTI

Responsables : Pierre-Antoine Cazau et Cléo Carastro

Coordonnées : pa.cazau@gmail.com ; cleo.carastro@ehess.fr

Fréquence et modalités des réunions : les réunions ont lieu principalement en visioconférence. Il n'y a pas de régularité fixe, mais au moins une fois par trimestre. Possibilité de s'inscrire à un groupe Whatsapp.

OBJECTIFS GÉNÉRAUX

Le groupe de travail « LGBTI » intervient sur les droits des personnes lesbiennes, gays, bies, trans, et intersexuées.

DERNIÈRES ACTIONS PHARES

Le groupe de travail (GT) s'est donné en 2023 pour objectif de réaliser un travail de réflexion sur la mention du sexe à l'état civil, tant en ce qui concerne les modalités pratiques de changement de la mention, des difficultés de terrain rencontrées par les personnes concernées, que la question plus générale de l'intérêt d'un maintien d'une telle mention ou de modifications à lui apporter. A cet égard, le GT a organisé une journée de séminaire au mois d'octobre avec diverses personnalités expertes de ce sujet.

Le GT « LGBTI » a par ailleurs activement contribué aux travaux de la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH) sur l'évaluation du plan national d'actions pour l'égalité des droits, contre la haine et les discriminations anti-LGBT+.

PROGRAMME PRÉVISIONNEL

Le GT « LGBTI » souhaite développer les échanges avec les sections de la LDH, afin d'avoir une meilleure remontée des informations sur les actions locales liées à son domaine de compétence, pour pouvoir mieux les valoriser nationalement. Le GT souhaite être mieux identifié par les sections comme ressource pour des situations d'atteintes aux droits rencontrées localement ou pour participer à des débats.

Enfin, le GT « LGBTI » souhaiterait développer un ou plusieurs guides « Nos droits » pour disposer de ressources internes à la LDH sur les questions LGBTI.

LIBERTÉS ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Responsables : Maryse Artiguelong

Coordonnées : marysartig@proton.me

Fréquence et modalités des réunions : le GT se réunit trois ou quatre fois par an, uniquement en visioconférence. En général les réunions ne sont ouvertes qu'aux membres du GT, compte-tenu du fait qu'il s'agit surtout de structurer le travail du groupe.

OBJECTIFS GÉNÉRAUX

Sans vie privée, pas de libertés !

Les objectifs du GT sont de lutter contre la surveillance généralisée, donc d'examiner dans les nombreux textes (lois, décrets, arrêtés, textes européens) soumis aux votes des législateurs tout ce qui peut favoriser la surveillance et porter atteinte à la protection des données personnelles et à la vie privée.

Les pratiques de nombreuses entreprises du numérique, qui portent les mêmes dangers, sont aussi dénoncées.

Le GT est régulièrement auditionné, notamment par les commissions des lois du Sénat ou de l'Assemblée nationale. Il représente la LDH à l'Observatoire de la haine en ligne géré par l'Arcom. Il travaille avec Changer de cap sur les questions de décisions algorithmiques des Caisses d'allocations familiales (avec d'autres GT).

Le GT ne fait pas de formation à proprement parler mais des interventions en sections ou des réunions publiques

sur des questions telles que la vidéosurveillance, la vidéosurveillance algorithmique (VSA), la reconnaissance biométrique ou faciale, l'utilisation de drones, les multiples fichiers de police, la haine en ligne, la liberté d'expression...

Durant cette « année olympique » il est notamment intervenu en sections sur les dangers pour les libertés que porte la loi sur les Jeux olympiques et paralympiques 2024, notamment par la mise en œuvre de la vidéosurveillance algorithmique, l'introduction de tests ADN pour les contrôles anti-dopage, les scanners corporels pour accéder aux lieux de compétitions, le criblage des travailleurs des JO, la durée excessive de l'expérimentation...

DERNIÈRES ACTIONS PHARES

Le GT a participé à l'élaboration [du dernier avis de la CNCDH](#) sur la surveillance, qui formule vingt recommandations pour que l'encadrement des dispositifs de vidéosurveillance garantisse davantage

le respect des droits et libertés fondamentaux. Le Guide de survie des aventures sur Internet a été mis à jour. Face à la surveillance illégitime, ce guide vise à sensibiliser aux dangers de profilage, de ciblage publicitaire, de restriction des libertés et à conseiller les bonnes pratiques et la maîtrise des outils numériques pour défendre sa vie privée et ses libertés.

Le jeu « Rien à cacher » est disponible depuis le 1^{er} juillet 2024. Réalisé en partenariat avec l'éditeur Coco Cherry, Le Mouton numérique et les Céméa, il permet d'informer sur les dangers de la surveillance un public très large, et ce de façon ludique. Le livret d'accompagnement « De l'autre côté des caméras » complète les sources d'informations.

PROGRAMME PRÉVISIONNEL

Le GT prévoit de travailler sur les dangers liés à l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA), notamment à l'occasion de l'intégration du Règlement européen sur l'IA dans la législation française, ainsi que sur ceux liés à l'utilisation de l'IA générative dans de nombreux domaines mais surtout sur la démocratie (rumeurs, propagande, « deep fakes », désinformation...).

Les membres du GT resteront en alerte sur toutes les innovations et textes législatifs qui viseront à renforcer la technosurveillance.

LOGEMENT

Responsable : Rosa Ould Ameziane

Coordonnées : rosa.ould.ameziane@ldh-france.org ;
gt.logement@ldh-france.org

Fréquence et modalités des réunions : réunions tous les deux mois, souvent le vendredi soir ou le samedi après-midi. En visioconférence. Ouvertes à tous les membres du GT et aux éventuelles personnes invitées selon l'ordre du jour.

OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'appui aux sections

Cet appui est l'occasion d'échanger sur les sujets et pratiques de mobilisation choisis ensemble. L'intérêt est de faire connaître les enjeux, les modes et moyens d'action et de faciliter la mobilisation nouvelle ou renouvelée des sections dans le cadre de collectifs locaux. Des courriers, guides, notes, articles, et compte rendus de mobilisations sont amendés et échangés. Des sections ont invité à leur réunion les co-animateurs du GT (débat au comité régional Aquitaine, projection-débat à Conflans Saint-Honorine, débat avec la section de Dax, échange en visioconférence avec la section de Fontenay-Nogent).

D'autre part, le GT mène des échanges avec des militantes, militants, des enseignantes, enseignants, des chercheuses et chercheurs qui nourrissent cet appui aux sections.

La représentation de la LDH et le travail militant en réseau

Le GT participe à plusieurs collectifs d'associations et fait ainsi connaître la LDH et ses positions, tout en proposant

au Bureau national et au Comité national des cosignatures de lettres ouvertes, communiqués, pétitions, et plaidoyers sur le sujet du logement. Dans certains collectifs, la représentation est partagée avec d'autres GT de la LDH.

Le GT est ainsi impliqué dans le [collectif des associations unies](#) (CAU), [l'observatoire des expulsions de lieux de vie](#), le [collectif Changer de cap](#), la [coalition Eau](#).

Par ailleurs, une membre du GT a représenté la LDH au groupe de travail « Logement » de la sous-commission « Racismes, discriminations, intolérance » de la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDDH) en 2023-2024.

DERNIÈRES ACTIONS PHARES

Les dernières actions phares du GT depuis le congrès de Marseille de 2022 sont :

- l'organisation d'une journée d'études, le 14 janvier 2023 au siège de la LDH, en présence de représentantes et représentants du groupe de travail « Logement » du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et

l'exclusion sociale, de la CFDT, de SOS Racisme, et du collectif des Morts de la rue.

- l'audition, le 23 mai 2023, suivie d'échanges avec le maître de conférence Camille François, auteur de *De gré ou de force, comment l'Etat expulse les pauvres*, une enquête dans les services de recouvrement des bailleurs et les bureaux préfectoraux.

- la réalisation de capsules vidéo et d'un dossier pédagogique présentant des situations de discriminations d'accès au logement : conception et contributions sonores par des adhérentes et adhérents, réalisation déléguée à une graphiste, financement et diffusion par les sections participant au projet (Saint-Denis Plaine Commune, Paris 19, Vallée de Montmorency, Paris 13/5, Paris 14/6/7, Paris 10/11, Val-de-Bièvre, Les Ulis, fédération de Paris, comité régional Ile-de-France, Lorient).

- la contribution à la rédaction du projet de résolution générale du congrès de Bordeaux (2024), en janvier 2024.

- la participation au groupe de travail « Logement » de la sous-commission « Racismes, discriminations, intolérance » de la CNCDH ;

- d'échanger sur les mobilisations locales avec les membres du GT et avec d'autres GT de la LDH et de réaliser des auditions de spécialistes sur les sujets des expulsions de lieux de vie informels, squats, bidonvilles ; du logement des jeunes et des travailleurs saisonniers ; des régulations possibles du marché du logement en zones tendues touristiques ;

- le suivi de la mobilisation du Copaf pour le changement de statut des résidents de foyers de travailleurs migrants ;

- la proposition d'un débat au Comité national de la LDH ;

- de réaliser une veille juridique trimestrielle ;

- la contribution et la diffusion aux sections de plaidoyers de droit au logement pour les périodes électorales.

PROGRAMME PRÉVISIONNEL

L'équipe d'animation du GT poursuit les actions engagées et se donne pour programme en 2024 :

- la participation au CAU et à ses groupes de travail internes / diffusion au GT et au-delà selon les sujets ;

- la participation à la coalition Eau, avec le GT « Environnement, écologie et droits de l'Homme » de la LDH / diffusion au GT et au-delà selon les sujets ;

- la participation au collectif Changer de cap, avec une membre du Bureau national et une du Comité national de la LDH / diffusion au GT ;

LUTTE CONTRE LES EXTRÊMES DROITES

Responsables : Philippe Legrand, Christian Payard et Malik Salemkour

Coordonnées : philegrand@wanadoo.fr ; christian92240@yahoo.fr ; msalemkour@outlook.fr

Fréquence et modalités des réunions : le groupe de travail (GT) tient sa réunion mensuelle en visioconférence le premier lundi de chaque mois ; il fait connaître largement l'existence de cette réunion mensuelle qui est ouverte à d'autres personnes que les membres du GT. Le GT a une équipe d'animation de treize personnes qui se réunit le troisième mardi de chaque mois.

OBJECTIFS GÉNÉRAUX

Les deux objectifs généraux du GT sont le **travail de réflexion et l'analyse** :

- assurer une veille sur les paroles et les actes des extrêmes droites (ED), débusquer et identifier les idées des ED à l'œuvre dans l'ensemble du champ politique et social et proposer des réactions appropriées éventuelles ;
- augmenter les connaissances et analyser les idées, programmes, positions (Assemblée nationale, Parlement européen, assemblées locales), « les projets de société » des ED au niveau national mais aussi au niveau européen et mondial ainsi que les passerelles entre les ED et d'autres forces politiques ;
- produire des argumentaires pour les droits et les libertés et contre ces idées et projets des ED, en lien avec les autres GT concernés pour contribuer à la bataille culturelle, au combat idéologique ;

- comprendre les ressorts, analyse sociologique et territoriale de l'adhésion et de la dissémination des idées des ED ;

- connaître les différents courants et groupes des ED pour mieux combattre l'ensemble des ED ;

- contribuer à la réflexion d'ensemble de l'association sur les stratégies à adopter contre les ED et notamment les stratégies unitaires avec les associations et les syndicats, aider le Comité national et le Bureau national à élaborer et réaliser ces stratégies : Collectif démocratie droits et libertés...

Ce travail d'analyse se fait par la reprise de travaux déjà réalisés, la réalisation d'auditions de chercheuses et chercheurs et de praticiens de la lutte contre les ED destinées à faire de la formation/information/réflexion du GT, et par la lecture d'ouvrages et d'articles de fond paraissant sur les ED pour en faire des notes de lecture.

Ainsi que l'aide et le partage d'informations :

- conseiller et aider, en fonction des possibilités des membres du GT, les sections, fédérations et comités régionaux dans leurs interventions internes et externes ;
- répondre aux questions des sections sur les difficultés à lutter sur le terrain contre les ED et réfléchir en particulier avec elles sur les stratégies unitaires à mettre en place : comités de liaison, collectifs ; avec qui, comment ?
- favoriser, faire circuler et analyser les remontées du terrain à partir notamment du réseau des sections.

DERNIÈRES ACTIONS PHARES

Le GT a écrit un article dans la revue *Droits & Libertés* à la suite des rassemblements des ED à Callac, Saint-Brévin... Il a proposé des communiqués de presse repris par le Bureau national, notamment le communiqué « Les extrêmes droites sont dangereuses pour la démocratie » suite au défilé d'une bande des ED dans un quartier de Romans-sur-Isère (Drôme) à la suite du meurtre du jeune Thomas avec un coup de couteau à Crépol (Drôme).

PROGRAMME PRÉVISIONNEL

Le GT a en ligne de mire les élections présidentielles de 2027, mais avant les élections européennes ce 9 juin et les élections municipales.

Il s'agit pour le GT d'aider à construire des campagnes de la LDH, unitaires avec d'autres associations et syndicats en direction des citoyennes et citoyens et des candidates et candidats pour des politiques développant les droits et les libertés de toutes et tous contre les

idées, les programmes et les « projets de société » des ED.

Six réalisations sont prévues :

1. Dans le prolongement de ceux réalisés par un collectif dont la LDH d'Aix-en-Provence est membre, développer des argumentaires sur les extrêmes droites et les droits sociaux, les droits des personnes étrangères, les droits des femmes, l'environnement, l'écologie et les droits, ainsi que sur les violences des ED ;
2. de réaliser des stickers sur la base notamment des argumentaires ;
3. de développer un podcast contre les idées des ED ;
4. d'éditer un tract généraliste adaptable contre les idées des ED ;
5. de poursuivre la publication ponctuelle d'un bulletin du GT sur l'état des ED et des idées des ED et de la lutte contre celles-ci, à la suite de la sortie d'un premier bulletin ;
6. de mettre en place, après une rencontre visio qui a eu lieu, une liste de discussion pour échanges des élus d'opposition et leurs associations de soutien dans les mairies tenues par les ED, afin d'analyser les réalités des politiques mises en place et les moyens de les combattre.

MAGHREB - MOYEN-ORIENT

Responsables : Ahmed Dahmani et Vincent Reberieux

Coordonnées : amedamid@yahoo.fr ; vincent.reberieux@gmail.com

Fréquence et modalités des réunions : les réunions se tiennent tous les deux mois environ, en visioconférence sauf exception (les séminaires internes).

OBJECTIFS GÉNÉRAUX

En plus de l'organisation de réunions régulières pour échanger avec les membres du GT, celui-ci poursuit des axes de travail correspondant aux aires géographiques sur lesquelles il intervient.

DERNIÈRES ACTIONS PHARES

Sur le Moyen-Orient, c'est principalement sur la guerre israélo-palestinienne que le GT est mobilisé. A ce titre, un groupe ad hoc a été constitué au sein du GT afin de travailler sur le vœu formulé lors du congrès de Marseille sur la caractérisation d'Israël en tant que régime d'apartheid. Ce sujet a occupé le groupe ad hoc pendant plus d'une année et a abouti à un projet qui a été présenté au Bureau national par les deux co-animateurs. Durant cette année de travail de documentation et de réflexion sur le sujet, le GT a organisé un séminaire ouvert à toutes les adhérentes et adhérents réunissant deux spécialistes du sujet, en présentiel et en visioconférence.

Concernant le Maghreb, et en prenant

en compte que le GT est de moins en moins informé sur la situation des droits de l'Homme dans cette région, le GT a monté un programme de séminaires d'information ouverts aux membres du GT et aux adhérentes et adhérents qui le souhaitaient. Ainsi un séminaire interne LDH sur la question de l'apartheid israélien a été organisé le 4 décembre 2022, avec les interventions de Jean-Paul Chagnallaud, universitaire et président de l'iReMMo, et Rania Muhareb, juriste et membre de Al Haq (ONG palestinienne membre de la FIDH).

C'est ainsi que le GT a organisé trois séminaires distincts sur trois pays du Maghreb. Le premier s'est tenu fin septembre 2023 et avait pour sujet l'état des droits de l'Homme au Maroc, avec un conférencier, Abou Bakr Jamai, universitaire et journaliste. Le deuxième séminaire, fin octobre 2023, a été consacré à la Tunisie avec l'historienne et journaliste Sophie Bessis. Le dernier séminaire de l'année 2023, à la mi-décembre, a vu l'intervention de Mouloud Boumghar, juriste, professeur de droit, et avait comme sujet la situation des droits de l'Homme en Algérie.

Le GT, à travers ses deux co-animateurs, a participé à tous les débats sur la guerre israélo-palestinienne et notamment lors de l'élaboration de certains textes pour une diffusion nationale sur la question.

La LDH a publié, pour les ligueurs, en décembre 2023, un « Mémo sur la situation en Palestine et en Israël ».

Le projet de donner suite à la série de séminaires internes d'informations sur les pays du Maghreb sera proposé au GT à l'issue des séminaires programmés.

PROGRAMME PRÉVISIONNEL

Pour l'année 2024, trois séminaires sont prévus sur trois situations et pays : Lybie, Mauritanie et Sahara occidental. Le GT n'a pas encore arrêté le programme de ces séminaires.

Les co-animateurs souhaitent interroger les différentes adhérentes et différents adhérents membres du GT afin d'élaborer un programme de travail qui réponde à leurs attentes et à leurs interrogations.

MÉMOIRES, HISTOIRE, ARCHIVES

Responsables : Emmanuel Naquet et Gilles Manceron

Coordonnées : emmanuel.naquet@gmail.com ; gilles.manceron@wanadoo.fr

Fréquence et modalités des réunions : une ou deux réunions par trimestre ; entre celles-ci, quand nécessaire, des réunions de l'équipe d'animation.

OBJECTIF GÉNÉRAL

Le GT « Mémoires, histoire, archives » réalise un suivi par la LDH des questions historiques et mémorielles qui concernent son action.

DERNIÈRES ACTIONS PHARES

En 2022/2023, le GT a mis en place et participé à plusieurs actions.

Il a notamment organisé un débat sur le nom de la LDH, avec une audition de Barbara Cassin et Jean-Yves Pranchère. Une trentaine de membres du GT et de ligueuses et ligueurs y ont assisté et le compte rendu de ce débat a été transmis au Comité national avec d'autres textes utiles sur ce sujet.

Le GT travaille également sur l'accès aux archives, notamment sur le thème « Citoyenneté et archives ».

Il a participé à un projet de guide pour le traitement des archives des sections, à achever en 2024. Un sous-groupe de travail ad hoc s'est constitué après un appel aux sections.

Il travaille en collaboration avec le site histoire.coloniale.net (information sur l'histoire coloniale et ses séquelles), collaboration dans le cadre de laquelle le GT a auditionné Patrice Morlat sur son livre *La LDH face à la question coloniale jusqu'en 1940*. Le GT suit également le travail du Collectif 17 octobre 1961 et a participé à l'initiative autour des 70 ans du 14 juillet 1953, place de la Nation à Paris.

Il a organisé une réunion commune avec le GT « Lutte contre les extrêmes droites » sur les résurgences du franquisme en Espagne (avec Pierre Salmon et Charlotte Worms).

Le GT a travaillé sur le thème de l'esclavage. Il a représenté la LDH pour la Journée nationale de commémoration de l'esclavage et de ses abolitions, réalisé un travail sur l'anti-esclavagisme au temps de Colbert et à l'époque des Lumières (avec la section de Paray-le-Monial et les sections de la région Bourgogne) et projette d'organiser un colloque.

Emmanuel Naquet, coresponsable du GT, suit le classement des archives de la FIDH.

Les coresponsables du GT, Emmanuel Naquet, rédacteur en chef, et Gilles Manceron, membre du comité éditorial, participe à la revue de La Contemporaine, *Matériaux pour l'histoire de notre temps*.

Le GT a également participé à l'exposition « Ripostes » de La Contemporaine, à son catalogue comme aux deux visites organisées par Dominique Guibert avec une douzaine de ligueuses et ligueurs.

Grâce à son expertise, le GT répond régulièrement à diverses sollicitations sur l'histoire de l'organisation.

Le GT organise ponctuellement des événements.

Beaucoup des réunions du GT sont des actions de formation. Elles sont annoncées sur la liste du Comité national et ouvertes à toutes et tous.

Il participe à des écrits nationaux et à des initiatives des sections. Dans ce cadre, il a répondu via la presse aux attaques du ministre de l'Intérieur et de la Première ministre contre le passé de la LDH ; a contribué à la revue *Droits & Libertés* ; et est intervenu à la demande de plusieurs sections.

Le GT entretient des partenariats avec des associations : Maison Zola-Musée Dreyfus, Fondation pour la mémoire de l'esclavage (FME), Association Josette et Maurice Audin, Réseau national d'actions des archivistes (RN2A), Cahiers d'histoire, Comité vigilance face aux usages publics de l'histoire (CVUH), Collectif Secret défense un enjeu démocratique, FIDH, La contemporaine, Le Maitron, Société d'études jaurésiennes, La Libre Pensée, Société des Amis de L'Humanité, etc. ; mais aussi des collectifs et d'autres GT de la LDH.

PROGRAMME PRÉVISIONNEL

Le GT prévoit d'organiser une visite, pour les ligueuses et ligueurs, du musée Dreyfus/maison Zola suivie d'une conférence - débat sur la LDH et la lutte contre l'antisémitisme.

Il prévoit également des échanges sur l'historiographie de la LDH au temps de l'Occupation, de la Résistance et de la Collaboration (publication de la contribution au colloque international d'Emmanuel Naquet : « Bordeaux, Londres, Alger, Paris ou Vichy ? La LDH face à la défaite de 1940 » et un travail sur la LDH dans la période 1944-1953.

Il souhaite poursuivre le débat sur la panthéonisation de Missak Manouchian, en particulier dans le contexte de la loi Darmanin.

Il a prévu le suivi de l'adhésion de la LDH au Conseil des partenaires monté par le CNRS dans le cadre de la reprise en mains par lui du Maitron ainsi que de l'inventaire des archives Emile Kahn, secrétaire général (1932-1953) puis président de la LDH (1953-1958).

Il projette de créer un Observatoire « Citoyenneté et archives ».

Il poursuivra ses contributions à *Droits & Libertés* et dans des revues scientifiques sur les droits ainsi que ses interventions dans des sections.

PRISONS

Responsables : Sabrina Delattre et Pauline Pawlotsky

Coordonnées : delattresabrina@hotmail.com ; pauline.pawlotsky@ldh-france.org

Fréquence et modalités des réunions : environ tous les mois, mois et demi, en visioconférence et ouvertes à toutes et tous.

OBJECTIFS GÉNÉRAUX

Le groupe de travail (GT) « Prisons » traite de tous les sujets en rapport avec l'univers carcéral et la privation de liberté. Il permet de participer à un ensemble de réflexions sur ce sujet, d'échanger sur ses différentes problématiques et de représenter la LDH au sein d'entretiens, de tables rondes ou d'institutions (par exemple la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH), Le Contrôleur général des lieux de privation de liberté (le CGLPL), l'Assemblée nationale...).

Le GT se réunit en visioconférence environ une fois par mois afin de faire le point sur les actions en cours, l'actualité, les événements à venir et les différents projets locaux des membres du GT auxquels il peut apporter un soutien.

Les thématiques abordées sont diverses, comme la surpopulation carcérale, la santé en prison, la politique pénale, les droits fondamentaux des personnes incarcérées... et le Gt est un point d'appui pour toutes les sections désireuses de s'engager sur ces sujets.

Il mène aussi des actions concrètes.

DERNIÈRES ACTIONS PHARES

Il a par exemple lancé une action permettant de sensibiliser les acteurs de la chaîne judiciaire et pénitentiaire à la surpopulation carcérale en portant à leur connaissance la possibilité de mettre en place un mécanisme de régulation carcérale. Il est également à l'origine d'un recours interassociatif contre la construction de nouvelles prisons.

Le GT a également organisé un cycle de colloques avec différents partenaires et des ateliers pour les détenus à la prison de la Santé.

PROGRAMME PRÉVISIONNEL

A travers toutes ces initiatives, le GT « Prisons » a pour but d'apporter ses connaissances et son expérience dans un domaine par définition difficile d'accès, d'œuvrer pour les droits des détenus et mettre en lumière un milieu dont on parle trop peu mais qui mérite pourtant toute notre attention.

ROMS

Responsables : Bernard Eynaud et Jean-Pierre Rafier

Coordonnées : bernard.eynaud@gmail.com ; rafier.jean-pierre@orange.fr

OBJECTIFS GÉNÉRAUX

Le GT « Roms » a pour vocation d'informer, d'alimenter la réflexion et de soutenir les prises de position de la LDH, sa direction nationale et l'ensemble des sections sur la situation singulière des personnes originaires d'Europe de l'Est ou de pays tiers, se désignant Roms ou présumées Roms, vivant en bidonville, squat ou autres lieux de vie informels.

Deux axes prioritaires confortent la légitimité à agir pour la LDH :

- la défense des droits, leur effectivité ;
- la lutte contre le racisme et les discriminations, réels freins à tout projet d'intégration et d'inclusion.

Ces deux axes sous-tendent une même approche méthodologique sur plusieurs besoins :

- l'accès au droit du logement et à l'habitat ;
- l'accès aux droits du citoyen ;
- l'accès au droit à l'éducation ;
- l'accès aux droits relatifs à l'initiative économique et à l'emploi ;
- l'accès aux droits relatifs à la santé et aux prestations sociales ;
- l'accès aux droits fondamentaux des populations Rom en France.

La légitimité de la LDH est une chose, sa capacité à se faire entendre et à agir en est une autre.

Nous ne pouvons faire l'économie d'une expression singulière de la LDH, que ce soit dans des collectifs locaux, au sein du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) Romeurope dont la LDH est membre fondatrice ou auprès d'institutions locales, nationales et internationales.

DERNIÈRES ACTIONS PHARES

Le GT assure une vigie institutionnelle, en s'appuyant sur des ouvrages et des publications.

Il répond aux sollicitations des sections de la LDH.

SANTÉ, BIOÉTHIQUE

Responsables : Tatiana Gründler, Philippe Laville et Isabeau Le Bourhis

Coordonnées : t.grundler@free.fr ; philippe.laville@ldh-france.org ; isabeauldh@wanadoo.fr

Fréquence et modalités des réunions : en présentiel et en visioconférence. Réunions internes bimestrielles, ponctuellement de sous-groupes thématiques, auditions... Réunions hebdomadaires des copilotes (Copil), associant si besoin d'autres membres de l'équipe d'animation du GT. Rencontres-débats trimestrielles ouvertes à toutes tous.

OBJECTIFS GÉNÉRAUX

- Suivre l'actualité des droits en santé et bioéthique en l'analysant dans la [lettre trimestrielle](#) « **Santé et droits de l'Homme** » et en encourageant la réflexion par des initiatives publiques, formations... ;
- élaborer des propositions de positionnements nationaux (communiqués, tribunes, prises de parole, lettres aux institutions, projets de résolution, soutien de films...) ;
- entretenir la dynamique de travail intergroupes de travail (« Education, jeunesse et droits de l'enfant », « Droits des étrangers », « LGBTI », « Environnement, écologie et droits de l'Homme », « Handicap et citoyenneté », « Démocratie économique, travail »...), tout en développant des liens de partenariats associatifs et syndicaux ;
- répondre aux demandes de sections (interventions thématiques, projections-débats, aide sur projets et conception d'outils...), et aux messages d'adhérents à copilsante@ldh-france.org ;
- représenter la LDH dans les instances et collectifs en lien avec la santé et la

bioéthique (groupes de travail de la CNCDH, agence de la biomédecine, conférence régionale de la santé et de l'autonomie, observatoire du droit à la santé des étrangers, collectif interassociatif pour la santé environnementale, Notre santé en danger...);

- contribuer à la revue *Droits & Libertés* (rédaction d'articles, entretiens, notes de lecture, rayonnement lors d'initiatives de sections).

DERNIÈRE ACTIONS PHARES¹

- « Urgence absolue à restaurer un service public de santé d'égalité partout pour toutes et tous », tribune initiée par LDH avec soixante organisations (4/7/2022) ;
- « Santé publique hier et aujourd'hui », colloque organisé avec la fédération LDH de Paris (24/9/2022) ;
- « Droits en santé des personnes âgées », journée d'étude nationale (10/12/2022) ;
- « Santé environnementale » : tournée de huit projections-débats autour du film *La Fabrique des pandémies*, co-organisée par le comité régional LDH de Bretagne

(janvier 2023) ; appui aux ciné-débats avec le film de Pierre Jolivet et Inès Léraud *Les algues vertes* (7/2023), puis *Vive les microbes* de Marie-Monique Robin (5/2024) ; rencontre-débat avec Yves Lévi, vice-président de la Fondation de l'Académie nationale de médecine sur son livre blanc *Pollution chimique environnementale et santé publique* (16/3/2024) ;

- Fin de vie, rencontres-débats en sections et nationales : « L'aide active à mourir est-elle un progrès », avec S. Piazza (13/1/2023), « Regards croisés France-Canada sur l'aide active à mourir », avec A. Plaisance (1/7/2023) ; podcast de la LDH « Des voix et des droits » (janvier 2024) ;

- Santé mentale, rencontres-débats : « L'irresponsabilité pénale » en coopération avec le GT « Police-Justice » et USP (26/5/2023) ; « Contention et isolement », avec M. Bellahsen (27/9/2023) ; « Troubles psychiques de jeunes » en lien avec Unicef et soutenant le film *Loup y es-tu* en projection LDH avec la réalisatrice (12/2023-1/2024), en particulier lors du Tour de France pour la santé... ;

- « Conséquences de la financiarisation du système de santé », en atelier UEMS impulsé et animé par la LDH avec des partenaires et avec comme intervenants N. Coutinet et P. Bizouarn (28/8/2023) ;

- « Défense de l'hôpital public... », [rencontre-débat](#) (14/6/2023) avec Gwendal Bars du Collectif Nos services publics et deux médecins hospitaliers, membres du CIH : François Salachas et Véronique Hentgen, conclue par Nathalie Tehio, présidente LDH.

Participation à des initiatives importantes organisées par des partenaires,

1 - [Liens vers vidéos et détails des initiatives ici.](#)

interventions LDH sur le thème UEMS en table-ronde des Mutuelles de France à la Fête de l'Humanité 2023 puis en conférences nationales FSU ; sur la santé au travail lors du colloque GISCOP, sur la santé environnementale au congrès AJAR accueillant 600 jeunes anesthésistes/réanimateurs (Saint-Etienne 11/2023)...

PROGRAMME PRÉVISIONNEL

- Rencontre-débat publique trimestrielle en lien avec l'actualité des droits, en associant les autres groupes de travail concernés et en contribuant à améliorer les dispositifs de communication interne et externe, notamment vers la presse spécialisée en lien avec le service communication de la LDH.

- Conception d'un cycle de formation sur « Droits de l'Homme et santé », en complément de l'appui aux sollicitations de sections, fédérations, comités régionaux ; valorisation accrue des grandes initiatives, en particulier par les montages formatifs de contenus filmés par le GT.

- Développer la réflexion sur des sujets peu explorés ou évolutifs, en particulier la santé des enfants et les inégalités sociales et territoriales (pédiatrie, CMPP...), la conséquence des pollutions et santé environnementale, l'évolution des droits des personnes âgées (inégalités et discriminations, maltraitements...), la santé au travail, les conséquences de la financiarisation du système de santé...

- Préparation d'un colloque « Santé mentale et droits » avec une journée consacrée aux causes socioéconomiques – évitables – de troubles psychiques...

DEMANDE D'INSCRIPTION AUX GROUPES DE TRAVAIL

LDH
Fondée en 1898



À retourner au siège de la LDH : 138 rue Marcadet, 75018 Paris, ou à inscription.gt@ldh-france.org

NOM PRÉNOM
 CODE POSTAL VILLE
 TÉL. E-MAIL (merci d'écrire lisiblement)

SI VOUS ÊTES MEMBRE DE LA LDH MERCI DE PRÉCISER DANS QUELLE SECTION :

IMPORTANT : vous ne pouvez pas vous inscrire à plus de deux groupes de travail.
 Être inscrit à un groupe de travail signifie s'investir sur le sujet et dans la mesure du possible participer aux réunions.

Désire participer aux activités du groupe de travail dont la case est « cochée » :

GROUPES DE TRAVAIL	Je me propose pour :
DÉMOCRATIE, CITOYENNETÉ ET INSTITUTIONS	<input type="checkbox"/>
DÉMOCRATIE ÉCONOMIQUE, TRAVAIL ET DROITS DE L'HOMME	<input type="checkbox"/>
DISCRIMINATIONS, RACISME, ANTISÉMITISME	<input type="checkbox"/>
DROITS ET LIBERTÉS DANS LE MONDE	<input type="checkbox"/>
EDUCATION, JEUNESSE ET DROITS DE L'ENFANT	<input type="checkbox"/>
ENVIRONNEMENT, ÉCOLOGIE ET DROITS DE L'HOMME	<input type="checkbox"/>
DROITS DES ÉTRANGERS	<input type="checkbox"/>
EUROPE	<input type="checkbox"/>
FEMMES, GENRE, ÉGALITÉ	<input type="checkbox"/>
HANDICAP ET CITOYENNETÉ	<input type="checkbox"/>
JUSTICE-POLICE	<input type="checkbox"/>
LAÏCITÉ	<input type="checkbox"/>
LGBTI	<input type="checkbox"/>
LIBERTÉS ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	<input type="checkbox"/>
LOGEMENT	<input type="checkbox"/>
LUTTE CONTRE LES EXTRÊMES DROITES	<input type="checkbox"/>
MAGHREB / MOYEN-ORIENT	<input type="checkbox"/>
MÉMOIRES, HISTOIRE, ARCHIVES	<input type="checkbox"/>
PHÉNOMÈNES SECTAIRES	<input type="checkbox"/>
PRISONS	<input type="checkbox"/>
ROMS	<input type="checkbox"/>
SANTÉ, BIOÉTHIQUE	<input type="checkbox"/>
SPORT	<input type="checkbox"/>

NB : Nous vous rappelons que les frais de déplacement pour se rendre aux réunions des groupes de travail ne peuvent pas être pris en charge par le siège de la LDH. De nombreuses réunions sont accessibles par visioconférence, adressez-vous aux responsables des groupes de travail pour plus d'informations.



LdH — Ligue des droits de l'Homme

138 rue Marcadet – 75018 Paris

Tél. 01 56 55 51 00 – Fax 01 42 55 51 21

ldh@ldh-france.org – www.ldh-france.org